

CAC 40 : le monde d'avant continue à enrichir patrons et actionnaires

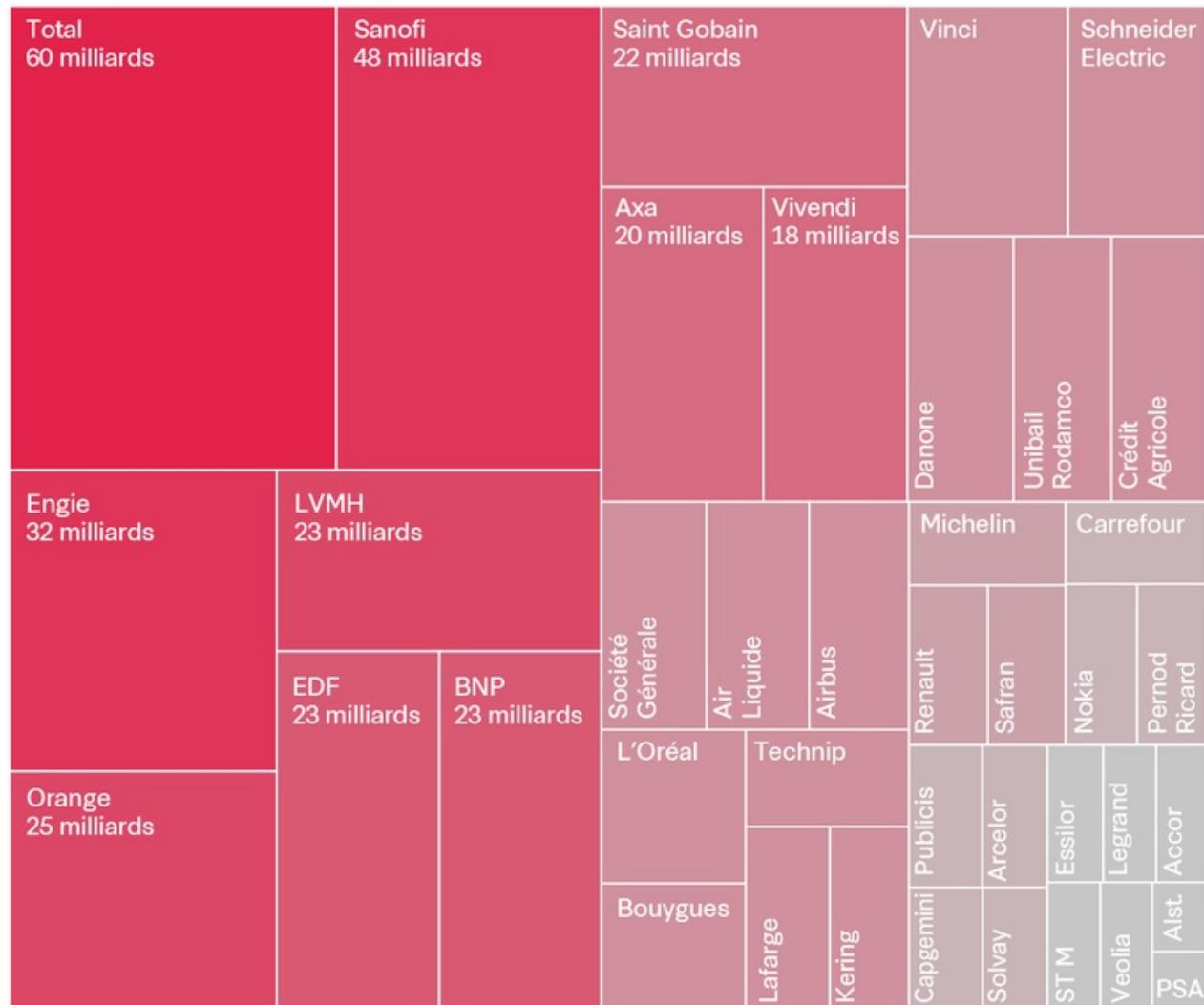
➔ liberation.fr/amphtml/france/2020/06/22/cac-40-le-monde-d-avant-continue-a-enrichir-patrons-et-actionnaires 1791790

Les années passent, les promesses de redistribution trépassent, et le petit monde replet des actionnaires et dirigeants de grandes entreprises s'enrichit tranquillement, gavé de dividendes et de «package» toujours plus généreux. Et la crise sanitaire ne devrait pas y changer grand-chose, la crise économique qui en découle servant déjà de justification aux premiers pour demander aux salariés de se serrer un peu plus la ceinture, comme en témoignent les «accords de performance collective» en forme de chantage à l'emploi imposés ici et là... Avec un bon sens du timing, l'ONG Oxfam France profite donc du questionnement sur le «monde d'après» et de l'aspiration à une rémunération décente des métiers vraiment utiles à la collectivité pour publier ce lundi la nouvelle édition d'un rapport commencé en 2018 sur le partage des richesses au sein du CAC 40. Ou plutôt son absence.

Opportunément titré «Des profits sans lendemain ?» pour signifier la courte vue d'un capitalisme injuriant de plus en plus l'avenir malgré les alertes climatiques, sociales et maintenant épidémiques, ce rapport réalisé avec le cabinet Basic montre sans surprise comment, depuis la crise financière de 2009, *«la richesse générée par les entreprises du CAC 40 n'a pas été équitablement répartie entre leurs parties prenantes [PDG, salariés, actionnaires, etc.] et n'a pas été suffisamment investie dans la transition écologique»*. Entre 2009 et 2018, *«les versements aux actionnaires du CAC 40 ont ainsi augmenté de 70%, la rémunération des PDG du CAC 40 de 60%, alors que le salaire moyen au sein de ces entreprises n'a augmenté que de 20% et le smic de 12% sur la même période»*, pointe Oxfam.

473 milliards d'euros de dividendes versés pas les entreprises du CAC40

Pour la période 2009-2018



Source : Oxfam

Prenons les versements aux actionnaires sous forme de dividendes et de rachats d'actions : sur toute la période 2009-2018, les entreprises du CAC leur ont octroyé en moyenne et au total la coquette somme de 11,8 milliards d'euros, équivalents à un taux de redistribution des profits de 71%. Et entre ces deux dates, le montant moyen reversé aux actionnaires s'est envolé de 874 millions d'euros à près de 1,5 milliard. Mais ce n'est qu'une moyenne. Certains cadors de l'industrie française se sont distingués par une générosité indécente vis-à-vis des actionnaires : tout en haut du podium, le géant pétrolier Total leur a reversé la somme monstrueuse de 59,6 milliards d'euros sur la période 2009-2018, sur la deuxième marche on trouve Sanofi (48,4 milliards) et sur la troisième Engie (31,6 milliards). Là où l'absurdité de cette prime donnée aux actionnaires «quoi qu'il en coûte» prend tout son sens, c'est quand on constate qu'un quart des entreprises étudiées ont versé plus de dividendes que l'ensemble de leurs bénéfices générés entre 2009 et 2018. Et à ce petit jeu, Engie sort du lot : l'ex-GDF-Suez a versé six fois plus de dividendes qu'elle n'a réalisé de bénéfices depuis dix ans,

poussant le vice jusqu'à s'endetter pour s'acquitter de cette dîme actionnariale. STMicroelectronics et Arcelor ont reversé, eux, une somme correspondant respectivement à 5,7 et 2,5 fois leurs bénéfices cumulés...

Cette orgie redistributive a évidemment majoritairement profité aux grandes familles du capitalisme français et aux fonds anglo-saxons. «*A la veille de la crise du coronavirus, les quatre familles Arnault, Bettencourt, Hermès et Pinault détenaient à elles seules plus de 10% du CAC 40, soit quatre fois plus que l'Etat Français*» et au total, ce nouveau «comité des forges» possédait près d'un septième du CAC 40, relève Oxfam. Derrière, on retrouve de gros poissons de la finance comme les Américains Blackrock (2,3%), et Vanguard (2,3%), et le français Amundi (1,4%).

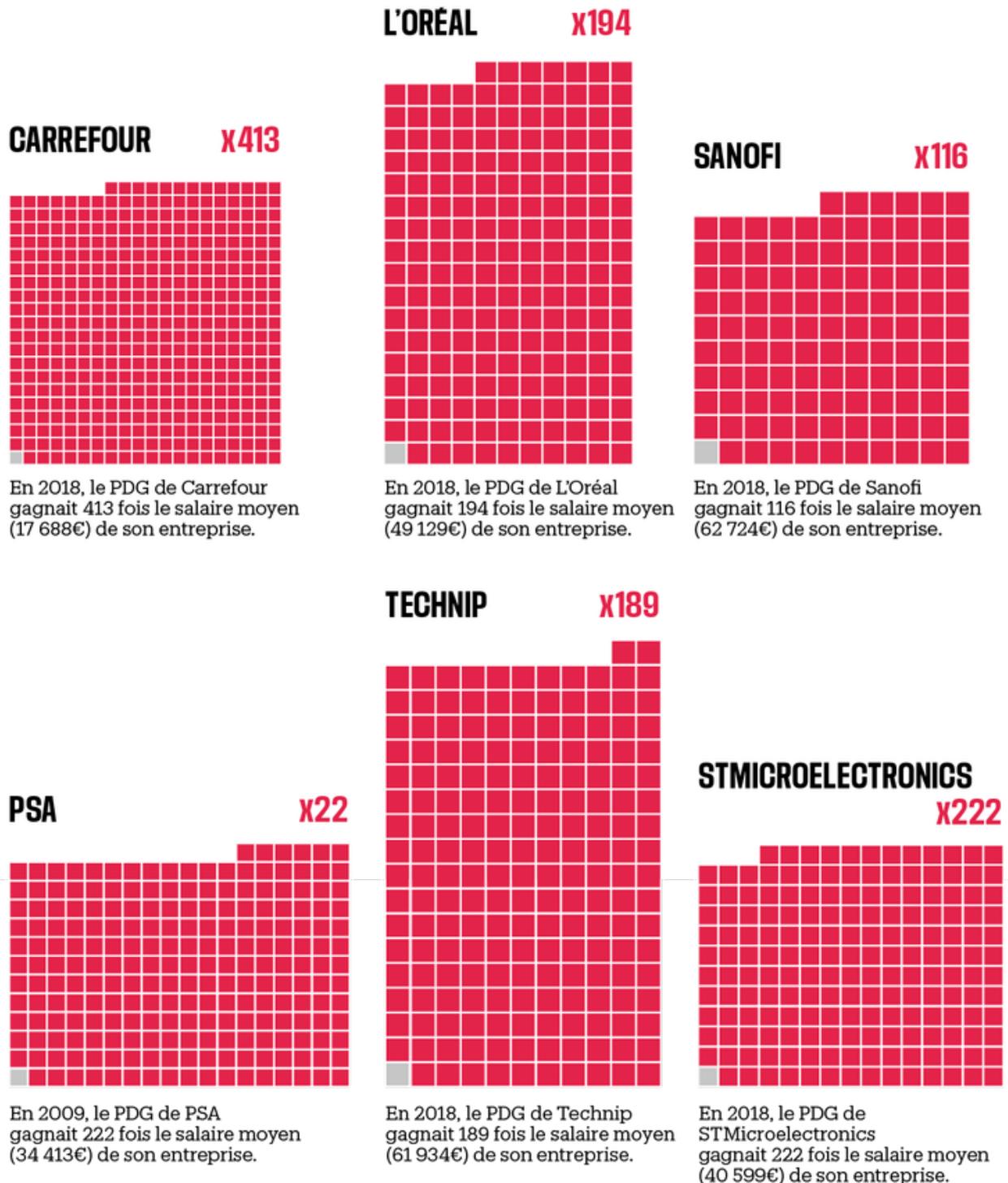
8,9 millions pour le patron de Sanofi

Evidemment, les grands patrons qui tiennent les manettes de la machine à dividendes font tout pour combler les actionnaires et sont grassement récompensés pour leurs services. «*En 2018, les patrons des entreprises du CAC 40 du panel ont gagné en moyenne 107 fois plus que le salaire moyen de leurs employé-e-s*» et «*un dirigeant avait déjà gagné l'équivalent d'un smic annuel le 2 janvier*», calcule Oxfam. Depuis l'éviction d'Isabelle Kocher de la direction d'Engie, le CAC ne compte plus aucune femme PDG dans ses rangs. Et fin 2019, les femmes ne représentaient en moyenne que 20% des équipes dirigeantes, alors qu'elles constituent la moitié des salariés. Mais l'ONG relève que «*la part des femmes au sein des conseils d'administration a quadruplé entre 2009 et 2018, passant de 10% à 44%*» grâce à la loi Copé-Zimmermann votée en 2011. Ces femmes dirigeantes votant rémunérations et dividendes comme un seul homme, cela tendrait malheureusement à prouver que l'âpreté au gain n'est pas une exclusivité de la domination masculine...

Evidemment, les «salaires» des grands patrons donnent le vertige. Avec une rémunération totale de 7,3 millions d'euros en 2018, le PDG de Carrefour, Alexandre Bompard, gagnait ainsi 413 fois le salaire moyen au sein de son entreprise, championne des écarts de salaire. Sur la période 2009-2018, c'est Sanofi qui a le plus grassement rémunéré ses patrons (8,9 millions), devant L'Oréal (8,3 millions) et LVMH (7,9 millions). En geste de solidarité en période de crise du coronavirus, le patron du groupe de luxe Bernard Arnault a accepté de renoncer à sa rémunération fixe pour les mois d'avril et mai 2020, ainsi qu'à toute rémunération variable au titre de l'année 2020. C'est bien, relève Oxfam, mais cela n'a pas demandé trop d'efforts à la première fortune française (toujours à la tête de 68 milliards d'euros après le krach). D'autant que le patron préféré de François Ruffin s'enrichit d'année en année en percevant des dividendes qui ont représenté 1,5 milliard d'euros en 2018.

Ecart de revenu entre ■ salarié et ■ PDG d'une même entreprise du CAC40

Revenu moyen des salariés : □ 20 000€, □ 40 000€, □ 60 000€



Source : Oxfam & Le Basic

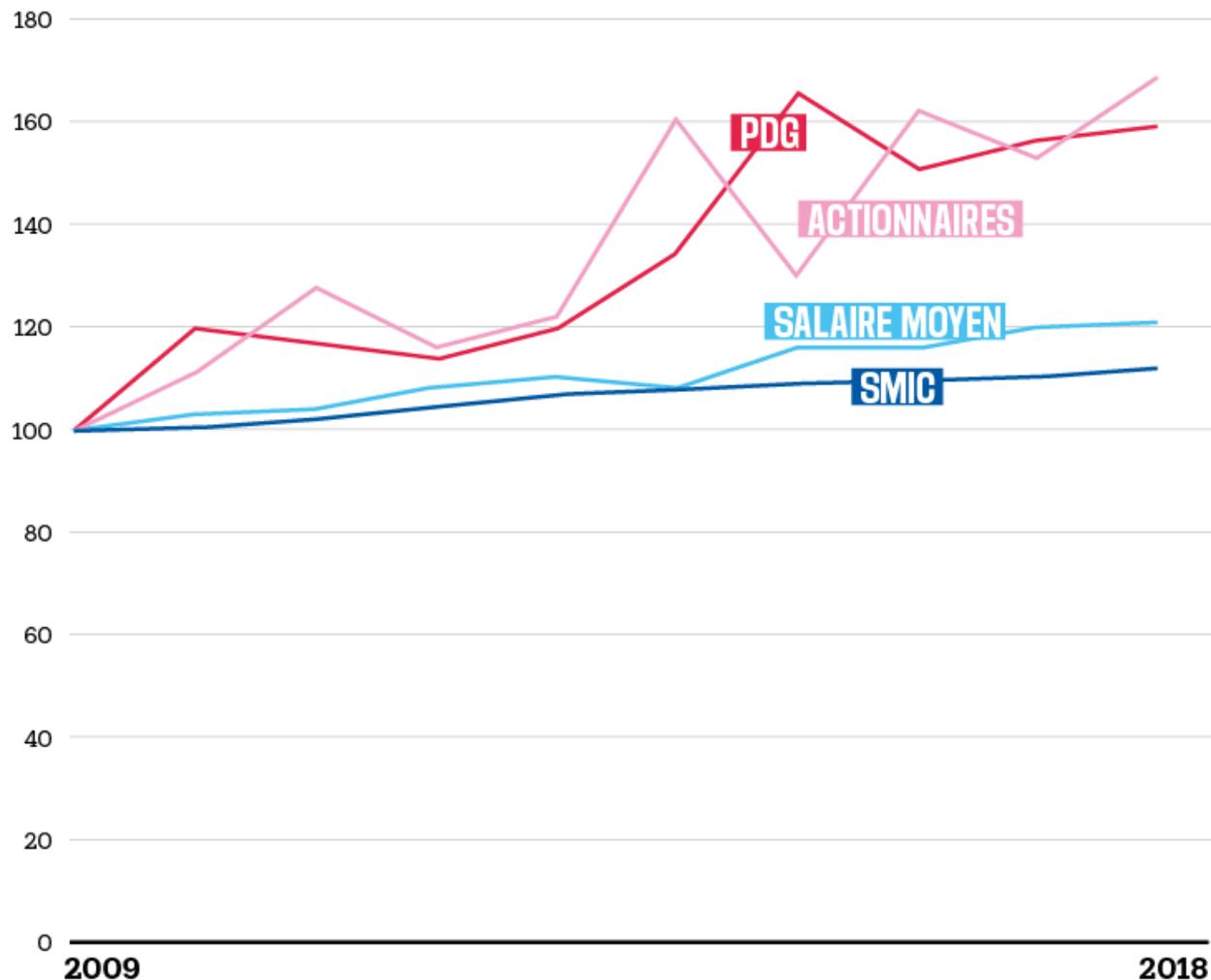
Oxfam relève que «plus de 75% des entreprises du CAC 40 étudiées ont mis en place des actions ponctuelles de solidarité durant la crise [dons de masque, de gel, mise à disposition de locaux, etc.]», mais pour mieux pointer le fait que ces mêmes groupes – près de la moitié – ont fait appel au dispositif de chômage partiel financé par l'Etat, qui aura coûté plus de 30 milliards d'euros à la collectivité. Si c'est pour sauver l'emploi,

pourquoi pas, mais le cortège de plans sociaux qui commencent à assombrir l'horizon avec des milliers de suppressions de postes, de Renault à Air France, n'incite pas à l'optimisme béat.

D'autant que dans le «monde d'avant», 2020 devait initialement être une nouvelle année record en matière d'enrichissement des actionnaires avec plus de 60 milliards de dividendes et de rachats d'actions initialement prévus au titre de l'exercice 2019. La crise sanitaire est venue contrarier ce gros partage entre amis. Mais sous la pression de l'opinion qui a applaudi chaque soir les soignants et tous ceux en première ligne, les dividendes versés devraient être *«seulement»* compris entre 35 et 41 milliards d'euros, se félicite Oxfam. Une petite moitié du CAC a ainsi décidé cette année de diminuer ou de reporter le versement du dividende, et sur ordre de leur Etat actionnaire, certains groupes comme Renault et Engie l'ont carrément annulé. Mais dans le même temps, *«21 entreprises du CAC 40 étudiées ont versé des dividendes à leurs actionnaires pendant la crise»*, les usual suspects que sont Total, Sanofi, Lafarge, Schneider... le groupe Vivendi de Vincent Bolloré se payant même le luxe de l'augmenter ! Enfin, *«au moins 21 PDG des entreprises CAC 40 étudiées ont annoncé une baisse de leur rémunération votée en 2020»*. Mais cela a souvent plus relevé du coup de com que de la vertu : Alexandre Bompard a ainsi annoncé une baisse de 25% de sa rémunération fixe pour les mois de mars et avril, soit une baisse de 62 500 euros, équivalant à 0,2% de ce qu'il gagne.

Gros actionnaires et PDG : les gagnants du partage des richesses du CAC40

Evolution de la rémunération au sein du CAC40 entre 2009 et 2018



Source : Oxfam & Le Basic. Base 100 = 2009

De quoi désespérer de la nature humaine en milieu libéral non tempéré ? Pas tout à fait, estime Oxfam, qui espère que la prise de conscience de la crise épidémique permettra un changement de logiciel. Pour contribuer «à ce que ces groupes qui créent de la richesse la partagent mieux», l'ONG formule plusieurs propositions pertinentes. Par exemple, plafonner à 80% du résultat net le versement des dividendes, ce qui aurait permis de «dégager en moyenne près de 7 milliards d'euros par an depuis 2009» pour, rêvons un peu, «allouer les sommes économisées à un fonds d'entreprise dédié à la transition sociale et écologique». Oxfam plaide aussi pour une limitation des rémunérations des dirigeants sur le modèle de ce qui se fait dans les entreprises publiques (rapport maximum de 1 à 20). Ce qui permettrait de revaloriser les salaires et de rétribuer plus justement toute la chaîne de valeur, comme par exemple les agriculteurs. En 2018, l'écart moyen entre la rémunération des PDG du CAC 40 et le salaire moyen était de 107, en augmentation de 30% depuis 2009.

Mais comme le note Quentin Parrinello, porte-parole d'Oxfam France et coauteur du rapport, *«les entreprises du CAC 40 ont choisi jusqu'ici de dédier une part de plus en plus forte de la richesse créée à verser des dividendes à leurs actionnaires plutôt qu'à revaloriser les bas salaires et financer la transition écologique»*. Et il faudrait la volonté politique de contrecarrer *«la pression des actionnaires majoritaires sur les choix stratégiques des entreprises du CAC 40 qui favorisent un actionnariat déjà aisé et privilégient le court terme»*. Dans son allocution du 14 juin, Emmanuel Macron a, lui, fermé la porte à tout retour de l'impôt sur la fortune et à l'idée même d'un «grenelle des salaires», tout en appelant de ses vœux *«une croissance écologique et solidaire»*. Le monde d'avant a décidément la vie dure.

Jean-Christophe Féraud